COVER

Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques

Résumés des conférences et travaux

152 | 2021
2019-2020

Droits du Proche-Orient ancien

Sophie Démare-Lafont

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/4104>

DOI : 10.4000/ashp.4104

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2021

Pagination : 31

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Sophie Démare-Lafont, « Droits du Proche-Orient ancien », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 152 | 2021, mis en ligne le 14 juin 2021, consulté le 24 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/4104> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.4104>

Tous droits réservés : EPHE

DROITS DU PROCHE-ORIENT ANCIEN

Directrice d'études : M^{me} Sophie DÉMARE-LAFONTProgramme de l'année 2019-2020 : *Actes juridiques d'époque paléo-babylonienne.*

Jusqu'à la décision de confinement prise par le gouvernement en mars 2020, les conférences se sont tenues dans les locaux de la Sorbonne, comme à l'accoutumée, et ont porté sur le droit des successions. Après une introduction générale sur les grandes lignes de ce droit et les principales pratiques observées au Proche-Orient ancien, on a examiné un corpus réuni et analysé par l'un des doctorants, M. Jules Jallet-Martini, qui travaille sur ce sujet dans le cadre de sa thèse. L'objectif était de comparer les sources paléo-babyloniennes provenant de Mésopotamie avec celles de la même période, retrouvées à Suse (Elam), qui doivent faire l'objet d'une nouvelle édition par M^{me} Florence Malbran-Labat. Aux 23 exemples de partages successoraux sélectionnés pour la Babylonie ont été ajoutés les textes issus des trois recueils législatifs de la période (Lipit-Ištar, Ešnunna, Hammurabi). Les documents ont été abordés par dossiers thématiques en fonction des types de répartition de biens (égalitaires ou non) et des stratégies mises en place (représentation, donations, partages d'ascendants). Ce tableau des diverses techniques de distribution des patrimoines familiaux a été confronté ensuite à une douzaine de tablettes élamites, dont une bonne moitié appartiennent à l'archive des descendants d'Inšušinak-gamil, ce qui a permis d'observer les mécanismes de dévolution et leurs implications sur le lignage. On a également commenté l'expression « fils d'un fantôme », attestée dans deux textes de Rimah (OBTR 138 et 150) peut-être en référence au fils posthume évoqué au § 28 tabl. A des Lois assyriennes.

À partir du 16 mars 2020, la fermeture des universités, des bibliothèques et des centres de recherche pendant plusieurs semaines a conduit à suspendre les enseignements. Des contacts réguliers avec les auditeurs, par mail et en visioconférence, ont permis de prendre des nouvelles des uns et des autres et d'organiser une nouvelle méthode de travail. Il a été décidé de laisser de côté l'examen du droit successoral, notamment à cause des difficultés d'accès aux instruments de recherche, et de consacrer les rendez-vous, plus espacés, à des conférences thématiques proposées par les auditeurs. Nous avons ainsi entendu un exposé de M^{me} Annie Attia sur les épidémies en Mésopotamie et un autre de M^{me} Élisabeth Dognin sur la notion de « double morphologie » d'une société dans les sciences sociales en général et dans le monde mésopotamien en particulier. La directrice d'études a également présenté trois synthèses sur des études en cours. La première, qui prolonge et complète le thème des usages juridiques du vêtement déjà traité en 2006-2007, concernait les attestations de la ceinture dans les sources mésopotamiennes. La seconde a porté sur la notion de despotisme oriental, largement utilisée par les politistes et dont la pertinence pour la culture cunéiforme mérite d'être évaluée et discutée. La troisième s'est attachée aux liens entre divination et droit, qu'il s'agisse du fonctionnement de la royauté ou de l'administration de la preuve dans certains procès criminels.